Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1848.

Crédit supplémentaire de 200,000 francs, au Département des Finances,
pour la fabrication de monnaies de cuivre⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la section centrale (2), *par M. COGELS.*

MESSIEURS,

La loi du budget de l'exercice 1848 a ouvert au Ministère des Finances (*art. 10 du chap. 1^{er}*) un crédit de 100,000 francs pour frais de fabrication de monnaies de cuivre.

Dans la séance du 12 de ce mois M. le Ministre vous a soumis un projet tendant à porter ce crédit à 300,000 francs. C'est sur ce crédit supplémentaire de 200,000 francs que la section centrale m'a chargé de vous présenter son rapport.

Le projet de loi a été adopté par toutes les sections, sans donner lieu à la moindre objection. Seulement, la 4^e section a présenté, quant à la répartition des pièces dont la fabrication lui a paru préférable, quelques observations dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.

(1) Projet de loi, n° 225.

(2) La section centrale, présidée par M. LIEDTS, était composée de MM. DE CORSWAEREN, T'KINT DE NAEYER, OBY, COGELS, DE BONNE et D'HANE.

Vous aurez vu, Messieurs, par l'exposé des motifs, que la commission des monnaies avait seulement proposé un crédit de 100,000 francs, mais que M. le Ministre des Finances a cru pouvoir, sans inconvénient, doubler la somme.

On espère ainsi tenir les ateliers de la monnaie en activité pendant plusieurs mois, tout en procurant au trésor un bénéfice de 100,000 francs environ.

Ce sont là deux considérations qui, dans les circonstances actuelles surtout, militent fortement en faveur du projet de loi.

Il est d'autres considérations cependant, plus puissantes, d'un ordre tout à fait moral, et que la section centrale n'a pas pu perdre de vue.

Les monnaies de cuivre, destinées seulement à servir d'appoints dans les paiements, ne sont que des monnaies de convention, dont la valeur intrinsèque ne représente qu'une faible partie de la valeur nominale, la plus grande partie de cette dernière valeur n'étant empruntée qu'à la garantie nationale dont les monnaies portent l'empreinte. Un gouvernement loyal ne doit pas rechercher dans l'émission de ces monnaies une occasion de bénéfice ou un allègement de charges. Cette émission doit se renfermer nécessairement dans de justes limites : satisfaire aux besoins réels de la circulation, pas aller au-delà.

La nouvelle émission de 300,000 francs environ, proposée par le Département des Finances, ne dépasse-t-elle pas ces limites? C'est ce dont la section centrale a cherché à s'assurer.

Ainsi que vous avez pu le voir par le tableau annexé au projet de loi, les monnaies de cuivre fabriquées jusqu'au 12 avril 1848 représentent une valeur nominale de fr. 4,056,239 10

Il restait à fabriquer, sur le crédit ouvert au budget de 1848, environ 151,800 00

Ensemble fr. 4,208,039 10

On demande aujourd'hui une fabrication nouvelle de . . . 300,000 00

Soit ensemble environ . . . fr. 4,508,000 00

Cette somme, au premier aperçu, pourrait paraître exagérée. C'est, en effet, plus d'un franc par habitant; c'est, par ménage, plus de 5 fr., c'est-à-dire plus de la somme que l'on est tenu d'accepter, d'après la loi, comme appoint dans un seul paiement.

Et cependant si, dans quelques-unes de nos provinces, le besoin d'une plus grande quantité de monnaies de cuivre ne se fait pas sentir, il n'en est pas une seule jusqu'ici où ces monnaies éprouvent la moindre dépréciation. Il en est même, et ceci s'applique surtout à nos districts industriels, où une plus forte circulation a été, et continue encore à être sollicitée. On sait d'ailleurs que sur nos frontières du Midi on voit circuler encore une grande quantité de

monnaies de cuivre françaises, et que, malgré la démonétisation dont ces espèces étrangères sont menacées depuis plusieurs années, malgré tous les avertissements donnés, malgré le refus des agents du trésor de les recevoir dans les caisses de l'État, les habitudes contractées depuis plus d'un demi-siècle ont tant d'empire, qu'il a été impossible, jusqu'ici, de les déraciner. Une plus forte émission de monnaies nationales refoulera-t-elle les monnaies étrangères au delà des frontières? C'est ce que l'expérience seule pourra nous enseigner.

La valeur nominale des monnaies de cuivre, ou de billon pouvant être assimilé au cuivre, fabriquées en France jusqu'en 1842, était estimée, d'après l'exposé des motifs d'un projet de loi de démonétisation présenté à la chambre française, le 7 mars 1842, à 60 millions de francs environ, savoir :

Pièces de 6 liards, billon, environ	fr.	7,000,000
Pièces de billon de 10 centimes à la lettre <i>N</i>		3,287,000
Pièces d'un et deux liards et sous de cuivre dits <i>royaux</i> , environ		10,000,000
Sous de cloches, loi du 6 août 1791, un peu plus de		19,000,000
Enfin, espèces de cuivre frappées sous la République, avec empreinte d'une tête de liberté, environ		20,000,000

Il y avait là une véritable surabondance qui se faisait remarquer plus particulièrement dans quelques départements, à tel point que, dans certaines localités, le commerce payait une prime assez forte pour l'échange des monnaies de cuivre contre de l'argent.

Aussi le projet de loi présenté par M. Humann, tout en introduisant de grands perfectionnements dans la matière, et dans la confection des nouvelles monnaies, destinées à remplacer les espèces grossières qui circulent encore maintenant en France, proposait-il d'en limiter provisoirement la fabrication à 40 millions, sans dépasser en aucun cas la quotité des espèces à retirer de la circulation. C'est, comme en Belgique, encore plus d'un franc par habitant.

Cette fabrication devait être répartie de la manière suivante :

Pièces de 10 centimes	fr.	20,000,000
Id. 5 id.		17,000,000
Id. 2 id.		2,000,000
Id. 1 id.		1,000,000
	Fr.	<u>40,000,000</u>

Une semblable répartition pouvait être conforme aux besoins de la circulation en France où, jusqu'ici, les centimes sont extrêmement rares, les pièces de 2 centimes à peu près inconnues.

Elle ne satisferait nullement aux besoins de la Belgique, où les pièces de

2 centimes ont pris la place des liards de Brabant, dont l'usage avait eu la consécration de grand nombre d'années.

Si donc, ainsi que nous l'apprend l'exposé des motifs du projet de loi présenté le 12 avril, la pénurie des pièces de 10 et de 5 centimes se fait sentir dans quelques-unes de nos provinces, il en est d'autres où une plus forte émission de pièces de 2 centimes est réclamée. C'est dans cette vue que la 4^e section a émis le vœu que les 200,000 francs demandés à titre de crédit supplémentaire, aussi bien que la somme restant disponible sur le crédit déjà voté au budget de 1848, fussent employés dans les proportions suivantes :

Un quart en pièces de 10 centimes ;

Moitié en pièces de 5 centimes ;

Un quart en pièces de 2 centimes.

La section centrale se ralliant à ce vœu, est d'avis que l'on pourrait même réduire encore la quotité de la fabrication des pièces de 10 centimes, ces pièces trop lourdes étant d'un usage incommode et généralement peu goûté, sauf à fabriquer quelques pièces d'un centime, si le besoin s'en faisait sentir.

La nouvelle monnaie médaille en bronze que l'on se proposait de fabriquer en France devait être frappée au poids d'un gramme seulement par centime ; la pièce de 10 centimes ne devait donc peser que moitié de la nôtre, monnayée à 20 grammes.

La section centrale a l'honneur de vous proposer, du reste, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

Le rapporteur,

ED. COGELS.

Le président,

LIEDTS.